LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toute les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Moyen–Orient sur la base du droit de l'État d'Israël à la sécurité et sur la reconnaissance du droit à un État du peuple palestinien.

ISSN : 0757-2395

PNM n° 298 – Septembre – 30e année

MENSUEL EDITE PAR L'U.J.R.E.
Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide

Le N° 5,50 €

Cycle Être juif au XXIe siècle
Une judéité héritée *J.Lindenberg* 4

Proche-Orient
Le mensonge des va-t-en-guerre *P.Barbancey* 3
Jérusalem : Quand réunifier signifie séparer *I.Avran* 4

Droits de l'Homme
Chasse aux sorcières à Aix en Provence 7
Alerte au Théâtre National de Budapest 4
Mumia Abu Jamal ne doit pas mourir en prison 5

Histoire / Mémoire
Les sources de la collaboration... *F.Eychart* 8
Hongrie - Laszlo Csatary arrêté 4
Hommage à Eva Golgevit, notre centenaire... 2
"Les dates-clés du Proche-Orient"
8) 1970 - Septembre noir *D. Vidal* 6

Littérature
Du bruit autour d'un ouvrage antisémite *J.Lewkowicz* 4
Revivre l'Anschluss ? *G.G.Lemaire* 6

Billets d'Humeur *J.Franck* (15/08, 31/08) 6

Culture Cinéma
Après la bataille, La Rochelle *L.Laufer* 7

Pacte budgétaire

Qu'en pense le peuple ?

l' Editorial de Roland Wlos

Aulnay - 28 juin 2012

Le Changement c'est maintenant ?

En cette période de rentrée, force est de constater que si certaines des mesures prises depuis l'élection présidentielle vont dans la bonne direction – abrogation de la TVA sociale, augmentation de la contribution fiscale des plus riches, alourdissement des droits de succession pour une petite minorité de nantis, l'augmentation de 25% de l'allocation de rentrée scolaire – on est loin du compte concernant *« le changement c'est maintenant »* pour reprendre la formule de François Hollande. En effet, l'addition s'alourdit : essence, loyers, transports, produits de consommation courante, fournitures scolaires, augmentation conséquente du chômage, croissance en berne... sans compter tout ce qui se profile. On est loin d'être au bout d'une crise dont les conséquences, très graves pour le plus grand nombre, assombrissent toujours plus l'avenir. D'autant que le nouveau pouvoir ne s'attaque pas aux racines du mal. Ce que l'on attend de lui, c'est qu'il reprenne la main sur la finance, sur la dette publique, qu'il augmente le pouvoir d'achat. Avec une augmentation du SMIC de 0,6%, on est loin du compte.

Depuis la défaite de Nicolas Sarkozy, les forces de l'argent (celles que François Hollande disait vouloir affronter, dans son discours du Bourget), et avec elles le MEDEF et la droite, loin de désarmer, sont mobilisées pour empêcher que le changement de politique ne se traduise concrètement par la reconquête de pouvoirs pour le peuple, en particulier les salariés, sur les marchés financiers. François Hollande avait déclaré qu'il donnerait la priorité au retour de la croissance, permettant une embellie de l'emploi et des mesures sociales.

Or cet objectif est remis en cause par une croissance zéro, une avalanche de plans sociaux et une réduction des déficits qui reste invariablement fixée à 3% pour l'an prochain. Cela va incontestablement à l'encontre de la croissance et, par conséquent, amenuise toute chance de progrès économique et social.

Tout ce que nous avons vécu depuis des années montre clairement que l'austérité n'est pas et ne peut pas être le remède aux maux économiques et, par delà, à la crise puisqu'elle se trouve à l'origine de celle-ci.

Le traité "Merkozy" qui fait la part belle aux marchés financiers confirme ce constat. François Hollande s'était engagé à une renégociation qui n'a pas eu lieu. Il a obtenu un volet de croissance et d'emploi qui n'est contraignant ni sur le plan politique ni sur le plan juridique.

Si ce traité devait être ratifié, il nous conduirait à la catastrophe. La "règle d'or" qu'il institue pour comprimer les déficits existants réduirait inévitablement les dépenses publiques et sociales.

Le pouvoir du Parlement de décider du budget de la Nation serait mis sous la tutelle de la Commission européenne, dont les membres ne sont pas élus. De plus, ce traité prévoit, pour parvenir aux équilibres budgétaires, l'application de mécanismes dits « automatiques de correction » décidés par ladite commission. En outre, il organiserait un contrôle strict et tatillon par la Cour de justice de l'Union européenne qui peut être saisie à tout moment par la Commission elle-même ou par tout État membre. En définitive, la ratification d'un tel traité manifeste un grand mépris des exigences démocratiques.

Par conséquent, exiger un referendum, comme l'estime nécessaire une grande majorité de Français, face à un transfert de souveraineté d'une telle importance, est on ne peut plus légitime.

D'autant que l'analyse du contenu de ce traité montre que sa mise en œuvre s'opposerait au changement politique pour lequel ce pouvoir a été élu.

Disant cela, notre volonté n'est pas de souhaiter l'échec de la gauche : nous pensons au contraire qu'exiger un referendum pour que la parole revienne au peuple est une condition de sa réussite, afin d'engager notre pays dans une nouvelle direction et de pouvoir répondre ainsi aux attentes des Français qui ont porté la gauche au pouvoir. ■

31 août 2012

Bonnes fêtes !

Carnet

L'UJRE a appris avec infiniment de chagrin le décès de son amie

Iliane Pelta

Née en Palestine, ses parents l'avaient prénommée *Lénina* : prénom refusé ! C'est donc sous le nom d'*Iliane* qu'elle fut enregistrée. Puis ses parents durent quitter la Palestine et c'est en France qu'ils apportèrent leur expérience internationaliste et leur ardeur militante. Iliane se souvenait que Santiago Carrillo voyageait souvent avec le passeport de son père.
Son mari, Robert Pelta, avait été dans la Résistance à Toulouse. En 1945, Iliane devint la secrétaire de Joseph Minc à la CCE. Elle était marraine de MRJ-MOI. Nous gardons d'elle le souvenir d'une militante infiniment fraternelle et chaleureuse.
Nos condoléances attristées à ses enfants, Sylvie et Guy, à ses petits-enfants, à tous ceux qui l'aimaient.

La *PNM* annonce avec tristesse la mort de son collaborateur

Claude Lévy

Après avoir passé une large partie de sa carrière de journaliste au service politique de l'AFP, ce militant socialiste qui était aussi passionné de théâtre, rendait compte des représentations théâtrales.

Nos condoléances attristées à sa famille.

LA PRESSE NOUVELLE
Magazine Progressiste Juif
fondé en 1934
Editions :
1934-1993: quotidienne en yiddish, *Naïe Presse* (clandestine de 1940 à 1944)
1965-1982: hebdomadaire en français, PNH
depuis 1982 : mensuelle en français, PNM
éditées par l'U.J.R.E
N° de commission paritaire 0614 G 89897
Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ
Rédacteur en chef
Roland Wlos
Conseil de rédaction
Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet, Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka, Nicole Mokobodzki
Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba-Raymonde Alman
Rédaction – Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS
Tel : 01 47 70 62 16
Fax : 01 45 23 00 96
Courriel : lujre@orange.fr
Site : http://ujre.monsite.orange.fr
(bulletin d'abonnement téléchargeable)
Tarif d'abonnement :
France et Union Européenne :
6 mois 28 euros
1 an 55 euros
Etranger (hors U.E.) 70 euros
IMPRIMERIE DE CHABROL
PARIS

La Presse Nouvelle Magazine – ISSN : 0757-2395

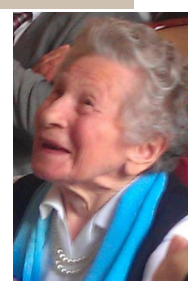
BULLETIN D'ABONNEMENT
Je souhaite m'abonner à votre journal "pas comme les autres" magazine progressiste juif.
Je vous adresse ci–joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mèl et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)
J'OFFRE UN ABONNEMENT À :
Nom et Prénom .....
Adresse .....
Téléphone .....
Courriel .....

Ce 22 juin, nous célébrions les 100 printemps d'Eva Golgevit !

Pour Eva

Les cent ans d'une Marianne du yiddishland



22 juin, Mairie du 9° – Mazel tov. Famille, amis, proches sont tous là pour fêter avec Eva, l'héroïne du jour, ses cent ans ! Emotion, rires, chants – "Chœur du 14", Michelle Tauber, Jacinta – repris par tous, discours du maire, Jacques Bravo, de Paulette Sarcey, sa compagne de déportation, de représentants d'associations... Ci-dessous, extraits de celui de l'UJRE (NM) :

"J'interviens ici principalement au nom de l'**UJRE**, l'*Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide*, mais j'évoquerai au passage **MRJ-MOI**, l'*Association pour la Mémoire des Résistants Juifs de la MOI*, dont Eva et Jean sont parrains. Eva, tu es née le…. Mais non, on ne dit jamais l'âge d'une dame. Et puis, d'Eva, nous savons déjà beaucoup grâce à deux livres. *"Écris, papa, écris"* où son père Elie Rozencwajg évoque sa propre enfance, en pleine guerre, alors que son fils Maurice âgé de 21 ans vient d'être fusillé par les Allemands, et *"Ne pleurez pas mes fils"*, qu'Eva a écrit avec la connivence d'Annie Rapoport et de Claudette Krynk. Le préfacier n'est autre que Maxime Steinberg, remarquable historien belge du génocide. C'est un livre qui, pour moi n'a pas d'équivalent en ce sens qu'il illustre le parcours de nombreuses familles qui, issues du yiddishland, ont par choix ou par manque de moyens atterri en France en passant souvent par la Hollande, puis par la Belgique : les trois pays où la MOI a été active avant et pendant la guerre. Une partie de la famille d'Eva a ainsi combattu en Belgique, tandis qu'elle-même résistait en France où elle fut, entre autres, l'agent d'Adam Rayski. Eva, déportée résistante est décorée de la médaille militaire, croix de guerre 1939-1945 avec palme, chevalier de la Légion d'honneur... Eva, pour moi, ce fut d'abord un sourire et des yeux incroyablement bleus. Les yeux d'Elsa du 14. La douceur, la bonté. La volonté de se rendre utile. Une générosité inépuisable. Et le plaisir non pas de chanter mais d'offrir des chants comme d'autres offrent des bonbons... Chanter, quoi de plus naturel quand on est née dans une famille de musiciens et qu'on a fondé une famille de musiciens. Un talent qui devait être utile à Auschwitz, quand les déportées craignant une opération de sélection, réclamaient *Chantez les Françaises !*, parce que cela redonnait le moral à toutes, chanteuses et enchantées.
De son caractère, je retiendrai deux traits. La détermination farouche, qui n'a jamais quitté la combattante. Quand elle a présenté son livre au Mémorial de la Shoah, j'admirais ce profil comme d'une médaille du courage. D'une Marianne du yiddishland. L'autre trait : l'amour et d'abord l'amour maternel tel qu'il apparaît dans un poème paru dans la *Presse Nouvelle Magazine*. J'ai été bouleversée en le lisant et le cite souvent. A Auschwitz, le froid torturait les déportées. Eva, tourmentée se demandait dans son sommeil, si son fils lui pardonnerait de l'avoir « abandonné ». Alors, retournement classique, elle voyait son Jean accourir et, inondée de joie, se réveillait au matin bouillante de chaleur. Pouvoir de l'amour maternel, pouvoir de l'esprit humain. Eva, nous t'admirons et nous t'aimons. Je ne t'ai jamais entendu mal parler de personne. Je n'ai jamais entendu personne parler mal de toi. J'ai l'honneur de te remettre aujourd'hui, solennellement, au nom de l'UJRE, une médaille – une de plus : la médaille de l'UJRE. Je vois tes yeux briller de curiosité. Les nôtres aussi. Nous ne l'avons pas encore vue. Vous connaissez tous la difficulté qu'ont les artisans à tenir un calendrier. Alors rendez-vous en septembre* pour la remise de la médaille enfin confectionnée. Et merci pour tout". ■

* Finalement, cette remise de médaille à laquelle tous nos lecteurs sont conviés aura lieu en octobre dans les locaux de l'UJRE.

Vous nous lisez … vous réagissez … vous nous écrivez …

L'Économie européenne victime de l'Allemagne ?

(suite)

Szmuel Goldberg nous écrit suite à l'article paru dans le n° 297 de juin dernier de la ***PNM*** *au sujet de l'origine de la crise économique. Il nous fait remarquer que ce texte aboutit à minimiser la responsabilité de l'Allemagne dans la crise européenne pour reporter cette responsabilité sur le fonctionnement du capitalisme en général et objecte qu'il n'a été fourni aucune explication des raisons pour lesquelles le gouvernement allemand est le plus acharné en Europe à préconiser des mesures d'austérité qui aboutissent à la propagation de la crise. Nous avons demandé à Jacques Lewkowicz, l'auteur, de développer son point de vue* :

L'explication de la position allemande tient à des décisions stratégiques prises par le capitalisme allemand, fraction dominante du capitalisme européen. Au fond, ces dirigeants considèrent que la zone euro est vouée à la stagnation, sauf à renoncer à ce qu'il est convenu d'appeler son modèle social, autrement dit, les différentes protections dont jouissent les travailleurs sur ce continent. Comme trop de forces s'opposent à l'abandon de ce modèle, les dirigeants allemands mais aussi français qui soutiennent la règle d'or budgétaire renoncent à un développement économique de l'Europe dans ces conditions. Ils préfèrent se tourner vers les économies des pays émergents où existent de bien meilleures opportunités de croissance et donc de profit.
Plus précisément, cette stratégie consiste, misant sur une baisse relative du pouvoir d'achat européen moyen, à offrir des produits standardisés à faibles prix aux populations européennes en délocalisant vers les pays émergents les outils de production. Avec les profits immédiats ainsi accumulés grâce à ces ventes de produits standardisés, on financera la recherche-développement nécessaire à l'innovation en vue de vendre aux pays en émergence des produits innovants et adaptés à leurs besoins spécifiques, permettant ainsi de réaliser les profits futurs. Telle est la raison principale de l'attitude allemande. Ainsi, l'Allemagne cherche-t-elle à maintenir son leadership et son hégémonie. ■

En votant…

Sonia (Sonja) Gebuhrer-Adam nous écrit : *Au bureau de vote,on m'a posé la question "Est-ce que vous êtes française de souche?" la femme au bureau de vote avait prononcé mon nom "Songea Gebruère Adameu". J'ai réagi ironiquement en écrivant un poème que je vous adresse* [voir ci-contre] *car j'adore la Presse Nouvelle, un magazine culturel. Je lis régulièrement l'article de François Mathieu, et dans un autre contexte un DVD "la langue ne ment pas" de Victor Klemperer qui a noté tout le vocabulaire du III° Reich. Professeur juif allemand qui enseigne à Dresden, spécialiste de la littérature française, sa femme est allemande; les lois raciales leur confisquent une voiture, une maison, un jardin. Ils sont contraints de déménager dans le quartier juif. Petit à petit, pour ne pas déprimer, le professeur d'université note tous les termes allemands, interdiction de fumer, la machine à écrire est confisquée, jusqu'au jour où un réalisateur Stan Neumann* de l'Allemagne de l'Est tombe sur le Journal de ce professeur spécialiste de Rousseau. Avec mes amitiés et Maseltof pour la Naïe Press.* [* cf. site d'Arte : http://www.arte.tv/fr/1466770.html]

POEME

Française de souche
Française de souche
Je suis croisée avec la mouche
Mes ancêtres gauloises
Je suis croisée avec les grivoises
Des brutes Vikings ont envahi
La verte Normandie
Ils buvaient jusqu'à la lie
Française de souche
Je suis croisée par des Franques farouches
Je suis croisée par les porcs
Telle une truie, je dévore,
je dévore
Française de souche
Je suis croisée avec une minouche
Je joue la Sainte Nitouche !

Sonia Gebuhrer-Adam
22 juin 2012

Liberté de presse. A défendre à tout prix

En tant qu'organe de presse, la ***PNM*** ne peut que se féliciter que la Cour européenne des droits de l'homme, saisie pour atteinte au secret des sources*, ait rendu un arrêt aux termes duquel elle rappelle que *« la liberté d'expression constitue l'un des fondements essentiels d'une société démocratique …et que la protection des sources journalistiques est l'une des pierres angulaires de la liberté de la presse ».*

* Cette condamnation de la France par la Cour de Strasbourg intervient suite aux perquisitions en 2004 à *l'Equipe* et au *Point* et aux domiciles de cinq journalistes, dans le cadre de l'affaire COFIDIS portant sur des accusations de dopage de cyclistes.

Proche-Orient

Israël - Iran - Le mensonge des va-t-en-guerre

Durant tout l'été, Israël a vécu dans une atmosphère de veille de guerre : gros titres à la « une » des médias, distribution de masques à gaz, test d'un système d'alerte par SMS, etc. Le climat des derniers mois a été surtout alimenté par la multiplication des menaces d'attaque visant l'Iran. Les dirigeants les plus en pointe ont été le Premier ministre Benyamin Netanyahou et son ministre de la Défense Ehoud Barak. Tous deux mettent en avant l'avancement du programme nucléaire de Téhéran, l'inefficacité des sanctions décidées jusqu'ici par la communauté internationale et l'impasse des négociations en cours avec le groupe « 5+1 » (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité – États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne – plus l'Allemagne). Mais ce projet de guerre contre l'Iran, qui pourrait s'étendre à toute la région, est loin de faire l'unanimité. Outre les mouvements pacifistes et la presse critique, notamment le quotidien Haaretz, *la levée de boucliers contre une aventure militaire inclut le gros de l'État-major de l'armée et de la direction des Services secrets, une bonne partie de la classe politique et jusqu'au président Shimon Peres. À la mi-août, ce dernier a jugé utile de s'adresser à la télévision à ses concitoyens pour mettre en garde contre une « opération unilatérale ». Or Barack Obama, on le sait, estime qu'une guerre au Moyen-Orient risquerait de compromettre définitivement ses chances de réélection en novembre prochain. Ces opposants recourent à des arguments très divers. Les uns mettent l'accent sur les difficultés techniques d'une attaque menée sans l'accord et donc l'appui des États-Unis (notamment le manque d'avions ravitailleurs en vol indispensables pour une opération à très longue distance et d'AWACS dont dépend la coordination informatique des guerres modernes). D'autres s'inquiètent des suites iraniennes d'une opération, dont même les partisans reconnaissent qu'elle ne pourra pas mettre fin au programme nucléaire de Téhéran, mais au mieux le retarder. Beaucoup s'inquiètent aussi du coût humain des possibles représailles de la défense iranienne, voire du Hezbollah, dans un pays qui compte très peu d'abris anti-aériens. Et tous redoutent un engrenage incontrôlé : Ehoud Barak n'a-t-il pas évoqué, en août, un élargissement des hostilités à la Syrie, au Liban et à la bande de Gaza ? Un fait encourageant : pour la première fois, sans doute, dans l'histoire d'Israël, l'opinion se montre très réticente. Le 16 août, un sondage indiquait ainsi que 61% des Israéliens s'opposaient à une guerre contre l'Iran sans l'accord des États-Unis. Rares sont, en revanche, ceux qui mesurent le grand mensonge des va-t-en-guerre. Le Moyen-Orient ne compte en effet qu'une puissance nucléaire : Israël, qui dispose de 100 à 400 têtes nucléaires. Comment l'Iran, qui n'a pas encore de quoi tester une première bombe, pourrait-il menacer l'existence même d'Israël ? La seule solution, c'est évidemment de dénucléariser toute la région. C'est ce que proposent les Nations unies : mais Israël refuse de signer le Traité de non prolifération, de laisser l'*Agence internationale pour l'énergie atomique *(AIEA) inspecter ses installations et même de participer à la conférence prévue cette année à Helsinki...*

PNM

Entretien avec

Pierre Barbancey

Pierre Barbancey
grand reporter à l'*Humanité*

***PNM** Les menaces d'Israël contre l'Iran afin de détruire ses sites nucléaires se font de plus en plus fortes. Rodomontades ou volonté d'en découdre en forçant la main d'Obama à quelque mois des présidentielles ? Quelle analyse faire de cette situation ?*

Pierre Barbancey : Il y a des raisons multiples à l'attitude d'Israël, car globalement l'environnement au Proche-Orient est en train de se modifier. A la suite des printemps arabes, un certain nombre de régimes et pas des moindres sont en train de changer et notamment l'Égypte - seul pays arabe avec la Jordanie qui ait signé un traité de paix avec Israël - où les Frères musulmans ont pris le pouvoir sans que cela provoque de tensions avec Israël. Car visiblement, les *Frères musulmans* sont prêts plus moins à respecter les accords passés. Paradoxalement, le problème vient plutôt des gens qui sont situés plus à l'extrême, à savoir les salafistes.

Il y a également la situation dans le Sinaï, une zone frontalière avec Israël longtemps occupée par l'État hébreu, et dont les accords prévoient que cette zone est en partie démilitarisée, ce qui met Israël en porte à faux par rapport aux problèmes de sécurité qui existent aujourd'hui dans cette zone.

Mais Israël n'est pas confrontée à cette seule problématique. Il y a évidemment ce qui se passe aujourd'hui en Syrie, car les Israéliens occupent le Plateau du Golan, depuis 1967. On peut aussi remarquer qu'après la violente offensive contre Gaza, Israël n'est plus en guerre. Or, on peut faire le constat que ce pays, tous les trois ans, se lance dans une politique d'agression, voire de guerre, ce qui permet de faire tourner son armée, de tester de nouvelles armes et de contenter le lobby militaire israélien.

Cela explique que le premier ministre Netanyahou et son ministre de la Défense Ehud Barak, ancien premier ministre travailliste, agitent l'épouvantail de l'Iran et parlent d'une possible attaque.

***PNM** Quelles sont les raisons d'une telle menace contre l'Iran ?*

Pierre Barbancey : Il y a deux raisons. Sur le plan intérieur, Israël est confronté à une crise économique comme tous les pays d'économie néo-libérale. Cela avait donné lieu à de fortes manifestations l'an dernier avec non seulement une remise en cause de la politique menée, mais qui avait commencé à susciter un certain nombre de questions dans la société israélienne sur les choix politiques et économiques, et notamment sur l'argent investi pour l'armement, l'armée israélienne, mais aussi pour les colons, pour les colonies et toutes les dépenses supplémentaires que cela générait. Donc, de fait les questions économiques étaient en train de peser sur les questions politiques avec un questionnement de la population : si les colonies nous coûtent tant et si maintenir cet arsenal défensif nous coûte tant, est-ce vraiment cela qu'il nous faut ? Il fallait évidemment couper court à tout cela.

L'autre raison est que Benyamin Netanyahou est à la tête d'un gouvernement qui fait partie d'une coalition où l'on trouve des extrémistes religieux comme le parti Shass, et aussi des extrémistes de droite comme le ministre des Affaires étrangères Avigdor Liberman qui sont des va-t-en guerre de toujours et qui ne rêvent que d'une chose : faire la guerre et expulser une partie des Palestiniens qui vivent en Israël, c'est-à-dire les Palestiniens de 1948.

Et il y a aussi une raison proprement géopolitique et géostratégique. En 1991, Israël avait été écarté de l'armada mise en place à l'époque par les États-Unis pour aller attaquer Saddam Hussein qui avait envahi le Koweït, tout simplement parce qu'à l'époque, les Américains avaient besoin d'une coalition comprenant de nombreux pays arabes et que si Israël avait fait partie de cette coalition, de fait certains pays ne se seraient pas agrippés à la bannière étoilée américaine. C'était le cas notamment de l'Arabie saoudite et de la Syrie, qui faisait partie des pays qui allaient combattre Saddam Hussein.

***PNM** Aujourd'hui, qu'est-ce qui explique les bruits de botte ?*

Pierre Barbancey : Israël ne veut pas se retrouver isolé et tient à son rôle régional dans le cadre de la stratégie occidentale et le meilleur moyen est de montrer qu'on peut être un bon élément dans le cadre de cette stratégie. Constatant qu'aujourd'hui tous les regards sont dirigés vers la Syrie et vers l'Iran – qui sont des alliés dans la région, Israël veut prendre sa part du fardeau en quelque sorte, en disant : nous sommes prêts à attaquer l'Iran. Cela pourrait avoir toutefois deux conséquences.

La première, puisque c'est le nucléaire iranien qui est visé, est de montrer d'une certaine manière aux occidentaux et à un certain nombre de pays arabes alentour qui sont opposés à l'Iran qu'ils peuvent compter sur Israël pour essayer de battre en brèche les velléités de puissance régionale de Téhéran.

Deuxièmement, il s'agit de faire oublier, ou pour le moins de tenter de rasséréner l'ensemble des pays sur le fait qu'Israël possède l'arme nucléaire, même si Tel-Aviv ne le reconnaît pas officiellement, ce qui lui permet d'échapper aux contrôles des inspecteurs de l'*Agence internationale de l'énergie atomique* (AIEA). [...] ■

Propos recueillis par
Patrick Kamenka

L'entretien intégral est disponible sur notre site.

Alerte au théâtre...

Hongrie

On ne prend aucun risque en combattant la droite et l'extrême droite hongroises qui, selon une recette éprouvée, font jouer les violons du « patriotisme » en dénonçant comme responsables du marasme économique les boucs émissaires de toujours : les Roms, les juifs, les intellectuels, les homosexuels et autres opposants.

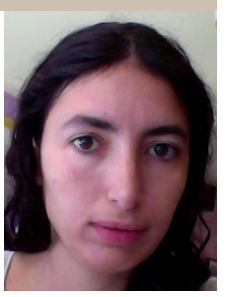
Les progressistes hongrois manifestent régulièrement dans la rue pour protester contre le racisme, qu'il prenne la forme de la chasse aux Roms ou de l'antisémitisme le plus éculé, de la stigmatisation des intellectuels, des homosexuels et de quiconque s'oppose à l'extrême droite, incarnée par le parti *Jobbik* dont le parti *Fidesz* a de plus en plus besoin, et au gouvernement de Viktor Orban. Nos lecteurs se rappellent peut-être les propos ignobles tenus à propos de personnalités de gauche, dont un juif, ou présumé tel : *« Quant à lui, il faudra le pendre et le brûler à petit feu pour voir sa graisse tomber goutte à goutte »*.

Nouvelle tête de Turc : le directeur du Théâtre national de Budapest, Robert Alföldi, qui devait rester en fonction jusqu'en 2013. La ***PNM*** avait en son temps dénoncé le projet de le remplacer par un homme de confiance auquel on ne saurait reprocher de pécher par excès de culture. Bref, la version moderne du cheval de Caligula nommé sénateur. Le maire de Budapest a révoqué Robert Alföldi pour manque de patriotisme, le remplaçant par György Dörner qui entendait déprogrammer une pièce de Thomas Mann et inscrire à l'affiche une œuvre antisémite, version magyarisée du *Protocole des Sages de Sion*. Fin août, des milliers d'écrivains, d'artistes et d'autre acteurs culturels ont défilé pour protester. Une pétition circule, demandant au maire de revoir sa copie. Aux dernières nouvelles, la pièce antisémite ne sera pas jouée. Une concession ? Affaire à suivre. Se rappeler que la Hongrie n'est pas le seul pays de l'Union européenne où l'extrême droite monte en puissance. ■ **NM**

Cycle - Qu'est-ce qu'être juif au XXIe siècle ?

Une judéité héritée

par **Judith Lindenberg**



Chercheur et docteur en littérature comparée, Judith Lindenberg coordonne, au Centre de Recherches Historiques de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (HESS), des travaux sur : Dos Poylische Yidntum *(La judéité polonaise)*, 1946-1966 : Histoire et mémoire d'un monde disparu au lendemain de la catastrophe.

Une amie à moi, généreuse et fédératrice, organise un shabbat tous les vendredis soirs : la table est ouverte à tous, juifs et non-juifs. On allume les bougies, et sans qu'il y ait de thème imposé, le prétexte même de la rencontre oriente les discussions autour de la question qui fait le sujet de cet article : qu'est-ce qu'être juif aujourd'hui ? Pour la plupart d'entre nous, qui n'avons jamais fait aucune fête et avons été élevés dans une ignorance quasi totale des bases du judaïsme, par des parents hostiles à toute religion et soucieux de liberté de pensée, cette question nous taraude et nous pousse à nous réapproprier des codes qui ne nous ont pas été inculqués, pour les vivre chacun à notre manière. Bricolage identitaire d'époque, chez des juifs ashkénazes de gauche nés dans les années soixante-dix. Les grands parents ont été exterminés ou traumatisés par la Shoah, les parents ont voulu faire comme si ce n'était pas important et parfois même comme si ça n'existait pas.

Chez moi, la famille paternelle « classiquement » judéo-polonaise a survécu miraculeusement : grand-mère de Varsovie, grand-père de Lodz mort avant ma naissance, ce qui fait que je ne les ai jamais entendus parler ce yiddish qui était leur langue commune. Famille maternelle moins classiquement hongroise mais juive, comme cela fut révélé en 1978 au terme d'un secret qui s'effritait et fut levé en partie à cause de la sagacité de mon père : un tableau de Nathan le Sage lui mit la puce à l'oreille. Les dégâts collatéraux furent extrêmes, avec dépressions en chaîne des filles et mêmes suicides. Être juif, ce fut donc d'abord cette chose dont on avait honte et qu'il valait mieux ne pas être. C'était cette grand-mère paternelle qui faisait un délicieux foie haché, comptait ses sous et portait des tabliers à fleurs. Dans la famille maternelle, on en mettait plein la vue, on était généreux et grand seigneurs, mais il fallait réussir pour exister, sinon gare. Empire austro-hongrois contre Yiddishkeit : le conflit Est / Ouest de la judéité rejoué à l'échelle familiale.

Progressivement, je suis passée de l'un à l'autre camp, j'ai décidé qu'il valait beaucoup mieux être juive et soi-même. Mais comment ? C'est quand ma grand-mère paternelle est décédée à un âge très avancé, après de longues années d'Alzheimer durant lesquelles mon désir nouveau de poser des questions se heurtait à sa perte de mémoire croissante, que j'ai commencé à apprendre le yiddish. Sans que je le planifie, presque à mon insu, cette langue et cette culture sont devenues depuis mon objet de recherche, mon travail. Loin, très loin des clichés du shtetl miséreux diffus en Mittel Europa et relayé subliminalement par la branche maternelle, j'ai découvert alors l'incroyable trésor de savoir qui se déployait de Varsovie à Vilnius durant la première moitié du vingtième siècle.

Comment une société dans la société de la Pologne et d'une partie de la Russie d'alors s'était progressivement débarrassée de la religion pour n'en garder que l'amour du savoir au fondement du judaïsme et transmuter l'objet religieux en politique, historique, social. Comment à la fin du dix-neuvième siècle, de jeunes juifs instruits avaient commencé à mener des enquêtes ethnographiques sur la vie de leur communauté dans toutes ses classes, comment le yiddish, langue du peuple, était apparu à certains comme un possible vecteur d'unité et d'acculturation des masses, au moment où sa littérature émergeait.

Les archives secrètes du ghetto de Varsovie, dirigées par Emmanuel Ringelblum, ont reposé sur cette même pratique de la collecte *(zamling)* exploitée en des circonstances tragiques qui lui ont conféré tout son sens. C'est dans ce même ghetto qu'a péri mon arrière grand père, Saul Stupnicki, suicidé en 1943 sur l'*Umschlagplatz* pour échapper à la déportation vers Treblinka. Il était journaliste dans la presse yiddish, appartenait à cette intelligentsia judéo polonaise de la capitale, ce qui me doit de rencontrer souvent son nom, en passant, dans mes lectures des témoins de la guerre et de l'avant-guerre. Trois ans avant, le mois même de l'ouverture du ghetto, mon père était né dans la route pour l'exode qui allait les conduire, lui et mes grand-parents, à se réfugier en Suisse : il ne leur fut donc jamais donné de se rencontrer.

Et pourtant force est de constater que quelque chose nous a été transmis, à nous ses descendants, de ce goût pour le savoir et pour l'écrit. Un confrère historien me fit remarquer un jour la parenté entre la *zamling* et une démarche comme celle des Cahiers de mai, nés de 68, où des étudiants idéalistes allaient mener des enquêtes auprès des paysans et où, accessoirement, mes parents s'étaient rencontrés. Ce rapprochement m'a profondément frappée, mais aujourd'hui nous ne sommes que quelques-uns à pouvoir le saisir.

Avoir conscience de cet héritage culturel, m'inscrire dans sa continuité, rend inutile toute référence à la religion pour donner un contenu et un sens à ma judéité. Celle-là même que les rabbins me dénieraient peut-être, car la seule petite faille s'y trouve, à chaque fois, du côté maternel : ma grand-mère maternelle venait d'une famille convertie au catholicisme et fit baptiser ses enfants. Mais je n'ai pas besoin d'eux pour me décerner un certificat. ■

France

Du bruit autour d'un ouvrage antisémite

L'ouvrage de Jean Soler : *Qui est Dieu ?* serait passé totalement inaperçu si Michel Onfray ne l'avait complaisamment loué dans les colonnes de l'hebdomadaire *Le Point* [7/6/2012], provoquant force débats dans les médias. Il semblait dès lors utile d'aller y voir de plus près et de lire le livre en vue d'en faire la critique et d'évaluer les commentaires d'Onfray.

Comme souvent, s'agissant d'un essai, l'essentiel se trouve dans la conclusion vers laquelle tend l'ensemble des raisonnements qui précèdent. Celle-ci mérite d'être citée. La voici telle qu'elle apparaît dans le livre sous le titre de paragraphe :

"Pour une nouvelle Renaissance :

Aujourd'hui que le rôle joué par la Grèce ancienne dans notre culture est de nouveau en voie de disparition, l'abandon du grec dans nos établissements scolaires y aidant, ne serait-il pas impératif de raviver le souvenir d'Athènes pour disposer d'outils intellectuels et d'exemples capables de contrebalancer l'influence de Jérusalem qui reste prépondérante, en dehors des églises, des synagogues et des mosquées, dans nos esprits et nos existences, d'autant plus aisément qu'elle n'est pas toujours identifiée comme telle ni même perçue ?"

Il n'aura pas échappé à nos lecteurs que les caractéristiques les plus courantes de l'antisémitisme sont ici réunies. D'abord le caractère souterrain de l'influence juive (ici désignée allégoriquement par *Jérusalem*). Ensuite, l'aspect prépondérant de cette influence. Enfin la nécessité du combat contre celle-ci en raison de ses aspects néfastes développés dans l'ensemble de l'ouvrage.

Sur les 113 pages que celui-ci comporte, les 79 premières sont consacrées à une analyse historique du judaïsme des origines. On n'y apprend strictement rien qui n'ait déjà été exposé dans d'autres ouvrages historiques, notamment quant au fait que la rédaction de la Bible est très largement postérieure aux événements qu'elle relate. Qu'elle soit une œuvre très largement mythologique est une banalité. Mais, à cette occasion, l'auteur fournit une interprétation centrale dans son raisonnement. Il introduit une distinction entre monolâtrie et monothéisme. Les juifs auraient été monolâtres en ce sens qu'ils croyaient en un dieu national, non exclusif des dieux des autres nations. Ils ne seraient devenus monothéistes que tardivement et pour des motifs opportunistes.

Outre que cette interprétation est très discutable, elle ne présente aucun intérêt puisqu'aujourd'hui aucun juif croyant ne saurait s'affirmer autrement que monothéiste, et qu'au surplus beaucoup de ceux qui se réclament de la judéïté n'ont qu'un rapport très éloigné quand il n'est pas, souvent, inexistant avec la religion.

Il reste que l'auteur déduit de son analyse historique sous le titre *La violence dans le monde hébraïque* un brutal procès à charge de ce qu'il considère comme les principes fondamentaux du judaïsme. Ses caractéristiques seraient les suivantes : *Anéantir les autres dieux* (p.82), *Exterminer les peuples rivaux* (p.86), *Réduire les sécessions* (p.90), *Supprimer les dissidents* (p.91), *Éliminer les contestataires* (p.93).

Comme on le voit, la barque est chargée et l'on se demande quels défauts on pourrait encore ajouter à ce portrait des juifs. L'auteur explique alors que cette attitude juive a été reprise par la *doctrine chrétienne* (p.95), *l'islam conquérant* (p.101), *le communisme* (p.102) et *le nazisme* (p.106). Les juifs auraient ainsi creusé leur propre tombe en inspirant Hitler. A cette influence néfaste du judaïsme, Soler oppose la nature positive de la pensée grecque caractérisée par le libre exercice de la pensée.

Que bien des passages de la Torah soient marqués par un nationalisme hébreu ayant Dieu comme allié est incontestable.

Mais de là à en tirer des conclusions quant à une parenté entre judaïsme, islam, nazisme et communisme, c'est franchir un pas marqué par l'antisémitisme le plus banal.

Soler aura en tout cas réussi un tour de force. Ajouter pour la première fois à l'aberration de similitude entre nazisme et communisme – idée insoutenable au vu des données historiques – et à la fable du judéo-bolchévisme, leur synthèse au prétexte de l'histoire des religions.

Décidément, l'odieux antisémitisme n'est pas mort et tous les motifs sont bons pour le faire resurgir. On aura compris que cet ouvrage est à éviter et qu'on ne peut expliquer l'attitude de Michel Onfray, consistant à le commenter positivement, autrement que par un anticommunisme maladif peu regardant sur l'antisémitisme qui le nourrit. ■

J.L.

Hongrie

Arrestation du criminel de guerre nazi le plus recherché au monde

Laszlo Csatary, 97 ans, ancien chef de la police du ghetto juif de la ville de Kassa (aujourd'hui Kosice) sous le régime pro-nazi de l'amiral Horthy, et accusé d'avoir participé à la déportation de milliers de juifs pendant la Seconde Guerre mondiale a finalement été arrêté le 18 juillet à Budapest où il vivait sans se cacher sous sa véritable identité depuis des années, alors que le Centre Simon Wiesenthal avait alerté les autorités hongroises dès 2006. Csatary était connu pour sa cruauté envers les habitants juifs de Kosice (actuellement en Slovaquie) et notamment envers les femmes. Les 17 500 juifs de ce ghetto, alors en territoire hongrois, ont tous été déportés à Auschwitz. Seuls quelques centaines sont revenus de l'enfer des camps d'extermination nazis. Condamné à mort par contumace en 1948, en Tchécoslovaquie, Csatary s'était réfugié au Canada, où il vivait sous un nom d'emprunt. Son passé l'a rattrapé. Déchu en 1997 de la nationalité canadienne, il s'est réfugié en Europe.

Grâce aux informations fournies par le Centre Simon Wiesenthal, une équipe de journalistes a localisé son appartement de Budapest à la mi-juillet. Les autorités hongroises ne se sont pas vraiment empressées de procéder à son interpellation. Il faut dire que le régime ultra-conservateur du Premier ministre Viktor Orban, qui a fait alliance avec parti d'extrême droite *Jobbik*, privilégie la réhabilitation des statues de l'amiral Horthy dont le régime fut le premier d'Europe à édicter des lois antisémites. Le nombre des juifs hongrois déportés varie, selon les estimations, de 440 000 à 600 000.

Laszlo Csatary a été inculpé de « torture d'êtres humains » et placé en résidence surveillée. Selon le Procureur de Budapest, il nie être coupable des crimes qui lui sont reprochés : il s'est, selon la formule classique, « contenté d'obéir aux ordres ». ■ **PK**

26 juillet

Israël

Jérusalem

Quand réunifier signifie séparer

par **Isabelle Avran**

4 avril 2012. Le Ministère israélien de l'Habitat publie de nouveaux appels d'offres. Il s'agit de construire de nouveaux logements dans des colonies, installées sur des terres confisquées en territoire palestinien occupé. Il entend en faire bâtir 1 121 nouveaux, en Cisjordanie, majoritairement à Jérusalem-Est, mais également dans le Golan syrien.

18 avril 2012. Opération de police ordinaire à Jérusalem-Est. Les forces de l'ordre israéliennes évacuent une famille palestinienne de ses deux maisons dans le quartier de Beit Hanina. Bénéficiaires de l'opération, une première dans ce quartier-ci, des colons israéliens prennent possession des lieux. La résistance de l'un des hommes de la famille palestinienne de quatorze personnes, aujourd'hui à la rue, lui vaut bastonnade et arrestation.

Deux moments parmi d'autres de la chronique ininterrompue de décisions illégales, au regard du droit international, mises en œuvre en toute impunité en Palestine occupée par les autorités de Tel-Aviv. Les délégations de l'Union européenne à Jérusalem et à Ramallah en Cisjordanie condamnent, de même que plusieurs agences des Nations unies. Mais sans qu'aucune sanction ne soit décidée pour mettre un terme à ces violations et permettre d'envisager la paix…

Si toute la Cisjordanie subit l'intensification de la colonisation – le nombre de colons a doublé dès les dix premières années qui ont suivi les accords de principe d'Oslo devant conduire, pourtant, à une paix fondée sur le droit – et si la population de la bande de Gaza continue d'endurer un siège insupportable, la focalisation israélienne sur la ville de Jérusalem en confirme la centralité dans le conflit.

« Le gouvernement israélien continuera à construire partout à Jérusalem, capitale du peuple juif pour l'éternité » réaffirme ainsi en mai 2010 le Premier ministre Benyamin Netanyahou. *« Il y a quarante-quatre ans, la ville a été réunifiée et nous sommes retournés aux terres de nos ancêtres (…) L'unité de la ville est le fondement de l'unité du peuple juif »*, répète-t-il, à l'instar de tous les gouvernements israéliens, en mai 2011.

Pourtant, le plan de partage de la Palestine mandataire en deux États, juif et arabe, adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 29 novembre 1947, dote Jérusalem et les lieux saints d'un régime international spécial, les destinant à devenir *« corpus separatum »* n'appartenant ni à l'un, ni à l'autre des deux États.

Dès 1947, avant même la fin du mandat britannique, commence l'exode forcé de 700 000 à 800 000 Palestiniens chassés de chez eux par les forces du futur État israélien lequel voit le jour le 14 mai 1948. Durant la guerre arabo-israélienne qui suit le découpage territorial et ethnico-démographique de la Palestine et la création de l'État d'Israël, Jérusalem constitue le seul lieu d'affrontement sérieux entre les troupes de la Légion arabe et celles d'Israël, la ville n'ayant pas été incluse dans le pacte secret conclu entre Golda Meir et le roi Abdallah de Transjordanie, se partageant de fait la Cisjordanie.

À l'issue des combats, Israël accroît d'un tiers le territoire alloué par les Nations unies, s'étendant à la Galilée, s'attribuant un couloir vers Jérusalem et le Néguev… et refuse de définir ses frontières définitives. La Jordanie s'adjoint les dépouilles de la Cisjordanie. Jérusalem est divisée en deux : Israël contrôle sa partie occidentale et la Jordanie sa partie orientale.

Quelque 70 000 Palestiniens sont forcés de quitter la partie occidentale de la ville ainsi que les villages alentour, venant grossir les rangs des autres exilés rapidement dépossédés de leurs terres, tandis qu'environ 1 500 juifs quittent eux aussi la Vieille Ville passée sous contrôle jordanien.

Dès 1950, l'État d'Israël transgresse la décision onusienne, érigeant Jérusalem-Ouest en sa capitale. Puis, à l'issue de la guerre qu'il lance en 1967 aboutissant à l'occupation, entre autres, des territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, il proclame la ville tout entière, et ses environs, capitale "réunifiée" et "éternelle", sans en définir les limites, puis officialise cette violation par une Loi fondamentale de 1980 et une annexion *de facto*.

Les dirigeants israéliens successifs n'ont jamais fait mystère de leur projet pour Jérusalem : judaïser la ville, maintenir une majorité juive écrasante dans l'ensemble de la ville et étendre vers l'Est le territoire à annexer en combinant l'extension de son périmètre à l'implantation de colonies de peuplement, qui séparent la ville de son arrière-pays palestinien, et à l'élaboration d'un réseau de routes dites de "contournement" réservées aux colons fixant une continuité territoriale avec Israël, et enfin à la réduction de la population palestinienne par une série de mesures de ségrégation, enfin, depuis près de dix ans, par l'érection d'un lacis de murs de séparation qui enclavent leurs quartiers et rendent impossible toute vie sociale et économique.

Les dirigeants israéliens s'appuient pour ce faire sur une double justification : l'antériorité historique et la suprématie proclamée de l'attachement aux lieux sacrés du judaïsme devant les deux autres religions monothéistes, christianisme et islam, antériorité et suprématie censées instituer un droit atemporel à l'exclusivité politique sur la ville, dont les dirigeants israéliens tentent d'effacer l'empreinte pourtant vivante de l'histoire plurielle, au profit d'un seul de ses héritiers.

Juifs, Égyptiens, Romains, Byzantins, musulmans, chrétiens, Arabes et même Britanniques ont pourtant occupé, dominé tour à tour ou habité ensemble la ville, lui léguant un patrimoine dont la superposition et le métissage fondent la richesse.

Si Jérusalem, Ville sainte pour les trois religions monothéistes, polarise les passions, bien au-delà des frontières, c'est pourtant bel et bien son statut politique qui concentre les tensions, celui d'une ville aujourd'hui occupée mais appelée à renouer avec son histoire multiple au détriment de l'occupation pour devenir, dans le respect des droits de chacun, la capitale de deux États : Israël et Palestine. ■

8 mai 2012

28 août 2012 - Tribunal d'Haïfa : "La mort de Rachel Corrie n'a pas été causée par une faute de l'État"

Née en 1979, année internationale de l'enfance, **Rachel Corrie**, magnifique pacifiste américaine, digne de ceux qui en leur temps ont lutté contre la guerre du Vietnam, a 23 ans pour l'éternité. Depuis qu'un char israélien l'a écrasée, en 2003. C'était il y a neuf ans ! Nous nous rappelons tous ce film* où on la voit, armée d'un mégaphone, supplier le conducteur d'un bulldozer de ne pas détruire une maison. Peu attendri, ledit conducteur l'a écrasée, puis il a opéré une marche arrière afin de passer à nouveau sur ce corps. L'agonie a duré 6 h !

Rachel Corrie, nous nous souvenons tous de sa dernière lettre à son père. Elle y disait son attachement à ces gens qu'elle défendait de façon pacifique. *« Je vais les quitter. Moi, je suis libre de partir, eux pas. De toute façon, je reviendrai »*. Et puis, bouleversante, cette demande : *« Papa, j'ai besoin de tes conseils. Dis-moi ce que je peux faire de plus utile de ma vie »*.

La famille, qui avait porté plainte en 2010 contre l'État d'Israël et le ministère de la Défense et demandait un dollar symbolique de dommages et intérêts vient, en août dernier, d'être déboutée par un juge au motif que l'État israélien n'était pas responsable des « dommages causés » dans la mesure où ils s'étaient produits en temps de guerre (Tiens : Israël était donc en guerre ?). On ne saurait de surcroît accuser le conducteur de négligence. Oserons nous dire qu'il ne faisait qu'obéir aux ordres ? La famille fera appel. Solidarité importante aux États-Unis. Le président Carter déclare inadmissible l'assassinat d'une pacifiste américaine. Ils sont l'honneur et l'espoir de l'humanité, ceux qui se lèvent pour dire "non" à l'injustice. ■ **NM**

* *Rachel* de **Simone Bitton**

Droits

Le Collectif de soutien à Mumia Abu Jamal informe

Mumia Abu Jamal ne doit pas mourir en prison

Dans le plus grand secret, la justice fédérale de Pennsylvanie a rendu une ordonnance le 13 août 2012 condamnant Mumia à la prison à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle. Mumia s'est au fil des ans appelé Sacco et Vanzetti, Julius et Ethel Rosenberg, Angela Davis: il faut toujours qu'un innocent paye. Bouc émissaire, il sert à épouvanter une opinion majoritairement conformiste. Chaque fois la solidarité, et américaine, et internationale, s'est manifestée. C'est elle et elle seule qui a sauvé Angela Davis. C'est elle et elle seule qui protégera Mumia. Achetez son livre, *"Une vie en prison"* et consultez le site du collectif de soutien* dont l'UJRE est membre. ■ **NM**

* www.mumiabujamal.com (pétition à signer)

Les contradictions du soldat israélien

Ce roman* (sans doute autobiographique) relate le débat intérieur d'un jeune soldat de l'armée israélienne qui est persuadé d'avoir tué un enfant. Mais il n'en est pas sûr ou il s'imagine qu'il dressait contre lui un lance-roquettes. En fait, il décrit la situation paradoxale de ces jeunes gens qui doivent prendre les armes avec un état d'âme partagé : ils pensent qu'il est légitime de défendre leur patrie, mais ils ne comprennent pourtant pas très bien le sens de cette guerre permanente. L'auteur fait souvent référence à Jean Genêt, qui a pris fait et cause pour les Palestiniens lors du massacre de Sabra et Chatila commis à Beyrouth en 1982 par les milices chrétiennes avec la bénédiction de *Tsahal*.

Ces pages, peut-être un peu emphatiques et bavardes, représentent néanmoins une tentative de rendre perceptible ce doute qui traverse la jeunesse d'Israël qui est confrontée sans cesse à un dilemme qui n'a pas d'issue. Ce bruit des balles qui sifflent que le héros ne peut jamais oublier. C'est une réflexion sincère et qui donne à méditer au lecteur : le bien et le mal, le droit et l'injustice se trouvent-t-ils dans un seul camp ? Enfin, Emmanuel Pinto est capable de restituer la dimension à la fois terrible et presque onirique de la guerre moderne qui finit tout de même, comme toutes les guerres, dans l'horreur des corps fauchés par la mort, soldats et civils innocents sans discrimination. ■ **GGL**

* **Emmanuel Pinto**, *Acouphène*, traduit de l'hébreu par Laurent Cohen, 224 p., 22 €.

Histoire - Cycle "Les dates-clés du Proche-Orient"

8 Dates-Clés

1970 - Septembre noir

par **Dominique Vidal**

« *La route de Jérusalem passe par Amman !* » : Tel est, en ce printemps 1970, le slogan du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP).

Pour le mouvement de George Habache, il faut renverser le roi Hussein de Jordanie afin de transformer celle-ci en base arrière du combat contre Israël. Certes, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) présidée par Yasser Arafat se veut plus prudente : depuis la guerre de 1967, c'est ici qu'elle a installé ses *fedayin* et organise ses opérations armées en territoire hébreu.

Le « petit roi » s'inquiète néanmoins. Il sait la légitimité de son trône fragile : en 1922 les Britanniques avaient détaché unilatéralement la Rive Est du Jourdain du « Mandat » sur la Palestine que venait de leur confier la Société des Nations (SDN), avant de porter sur les fonds baptismaux l'Émirat, puis le Royaume de Transjordanie…

De surcroît, même privé de la Cisjordanie qu'Israël lui a reprise depuis trois ans, le royaume hachémite compte une population à majorité palestinienne. Et la présence massive de l'OLP et de ses organisations armées a créé une sorte de contre-pouvoir qui sape l'autorité du roi et nuit à ses tentatives d'apaisement avec Tel-Aviv.

Car la Jordanie subit régulièrement les représailles israéliennes aux attaques palestiniennes. Sans parler de la menace que brandissent les faucons de Tel-Aviv : recourir à une « solution jordanienne » de la question palestinienne.

Bref, tout pousse Hussein à l'affrontement. Seul manque encore un prétexte. Il en aura bientôt deux :

• d'abord le plan Rogers, du nom du secrétaire d'État américain de l'époque, qui reprend les grandes lignes de la résolution 242 du 22 novembre 1967 : la restitution par Israël des terres arabes qu'il a occupées, en échange de la paix avec ses voisins. Comme le président égyptien Gamal Abdel Nasser, le roi Hussein l'accepte durant l'été, alors que l'OLP le rejette ;

• ensuite le détournement par des commandos du FPLP, le 7 septembre 1970, de trois avions de lignes internationales vers la ville de Zarka, au nord du pays. L'armée jordanienne libérera les passagers des appareils, que les commandos feront exploser le 12.

Le piège se referme alors sur l'OLP, avec qui le roi Hussein a décidé d'en finir. Le 16 septembre, il forme un gouvernement militaire et décrète la loi martiale. Et le lendemain, il lance ses troupes à l'assaut des Palestiniens. Après des bombardements intenses, l'armée jordanienne ratisse les camps, qu'elle finira par raser. Les combats feront des milliers de morts et des dizaines de milliers de blessés.

Seuls deux « frères » arabes tentent de s'opposer à cette répression sauvage. La Syrie esquisse même une manœuvre militaire : elle concentre des blindés à la frontière jordanienne, mais renonce bientôt, face aux intimidations de l'aviation de Tel-Aviv. L'Égypte, elle, mise sur la carte diplomatique : de fait, Nasser finit par imposer un cessez-le-feu le 27 septembre.

Ce dernier autorise théoriquement les *fedayin* à rester en Jordanie. Mais les violences qui se poursuivent durant des mois chassent définitivement l'OLP qui doit trouver une autre base arrière. C'est ainsi qu'elle se tourne bientôt vers le Liban où elle implante progressivement ses combattants comme son administration, au point d'y créer, à nouveau, un « État dans l'État ». Certes, la tragique leçon jordanienne porte ses fruits : longtemps, la centrale palestinienne évite de s'opposer ouvertement au pouvoir libanais. Mais elle sera happée, à son corps défendant, par la guerre civile qui ravage le pays du Cèdre à partir de 1975…

Entre-temps, ce mois de septembre noir a une autre conséquence : la naissance d'une organisation éponyme. Celle-ci se fait connaître le 28 novembre 1971, au Caire, en assassinant le Premier ministre jordanien, Wasfi Al-Tal, qui a dirigé la répression anti-palestinienne. Créée par le Fatah, elle effectuera une quarantaine d'opérations en dehors d'Israël, dont la plus spectaculaire aux Jeux Olympiques de Munich début septembre 1972 : organisée pour obtenir la libération de 234 prisonniers palestiniens en Israël, la prise d'otages israéliens se solde par la mort de onze d'entre eux, de cinq commandos palestiniens et d'un policier allemand.

Abou Iyad, un des bras droits de Yasser Arafat, expliquera dans un livre d'entretiens avec le journaliste Éric Rouleau* : *« L'organisation a agi en auxiliaire de la Résistance, à un moment où cette dernière n'était plus en mesure d'assurer pleinement ses tâches militaires et politiques. […] Ses membres traduisaient bien les profonds sentiments de frustration et d'indignation qui animaient tout le peuple palestinien face aux tueries de Jordanie et aux complicités qui les ont rendues possibles… ».*

Traquée par Israël, qui fera assassiner les responsables – ou présumés tels** – de l'opération de Munich, l'organisation disparaîtra après la guerre d'octobre 1973. Elle aura surtout contribué à identifier durablement, dans l'opinion internationale, les Palestiniens au terrorisme. Il faudra le discours de Yasser Arafat à l'ONU, le 13 novembre 1974, pour commencer à modifier cette image. ■

* ***Abou Iyad, Palestinien sans patrie***, Fayolle, Paris, 1978.

** C'est ainsi que le représentant de l'OLP à Paris, Mahmoud Hamchari, qui n'avait strictement rien à voir avec le massacre des Jeux Olympiques, mourra des suites d'un attentat contre lui à Paris, le 9 janvier 1973, comme Steven Spielberg le montre dans son film ***Munich***.

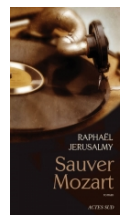
* **Dominique Vidal** est historien et journaliste. Il a écrit avec Michel Warschawski *Un Autre Israël est possible : vingt porteurs d'alternatives* (Atelier, Ivry-sur-Seine, 2012).

Revivre l'Anschluss ?

Ce normalien*, français et israélien, a écrit un court récit pour remémorer les heures sombres que l'Autriche a vécues à la fin des années trente. Il imagine un personnage juif, Otto J. Steiner reclus dans un sanatorium près de Salzbourg. Ce malade, comme tous les malades enfermés dans cet endroit, souffre de solitude et d'ennui. Il se raccroche à sa vie ancienne (par exemple, il songe à son locataire et aux retards de ses loyers !) et tente de résister à ce sentiment d'impuissance qui le mine. Mais il lui reste une passion qui le soutient, le transforme, le fait vibrer, et cette passion est la musique. Et celle-ci, puisqu'il se trouve à Salzbourg, se matérialise par l'œuvre magique de Mozart.

Il attend avec impatience le festival annuel, où il se rend vaille que vaille. Il évoque les directions d'orchestre froides et désincarnées des chefs d'orchestre allemands, Karajan, Böhm… À travers cet univers esthétique en mutation, il évoque une autre mutation en cours, celle d'une Autriche devenue une petite province du IIIe Reich, entraînée, bon gré mal gré, dans une aventure wagnérienne.

Le récit n'est pas mal tourné. Mais est-il besoin de reconstruire une fois de plus le drame de l'Anschluss ? Un texte de fiction écrit par un auteur de notre temps doit faire un pont entre l'hier et l'aujourd'hui et éclairer autrement ce passé funeste, ce que l'auteur ne fait pas ici. Il retourne sur les pas de ses aînés dans une quête névrotique d'un passé traumatisant.



Ce n'est pas inutile. Mais, à mon gré, ce n'est plus assez. ■

GGL

* **Raphaël Jerusalmy**, *Sauver Mozart*, Actes Sud, 160 p., 16,80 €.

Billets d'humeur

Les chiens de guerre

S'il existait un Prix Nobel de la guerre, il ne manquerait pas de postulants. Je ne vais pas citer tous les hommes ou femmes qui, depuis un demi-siècle, auraient pu légitimement y prétendre. Mais, en ce moment, mes suffrages couronneraient ex-æquo Monsieur Ahmadinejad et Monsieur Netanyahou.

Le premier préside aux destinées de l'heureux peuple iranien. Il semble vouloir le doter du vrai symbole du bonheur des nations, l'arme nucléaire. Même s'il affirme que ses recherches ont un but pacifique.

Le second possède déjà et depuis longtemps ce symbole, à l'instar de sept autres pays privilégiés. Il ne s'en sert pas, mais je me demande si parfois ça ne le démange pas un peu. Il se contente de menacer Monsieur A. de foudres plus classiques, quoique redoutables. Lequel clame qu'il souhaite effacer Israël de la carte. Il n'est pas lui non plus démuni de ces exquis engins qui, pour être conventionnels, n'en sont pas moins dévastateurs.

Monsieur N. et Monsieur A. aboient mais peuvent mordre. Et leurs morsures risqueraient de pousser le monde vers une configuration catastrophique.

Il appartient à leurs peuples de les ramener sur la voie de la raison et de la paix. ■

reçu le 31 août 2012

L'Assomption et l'arrogance

Le mariage, pour l'Église catholique, est un sacrement. Le sacrement est une notion d'ordre privé, parfaitement respectable mais n'ayant pas la moindre légitimité publique. Depuis 1905, la France est un pays laïc. La liberté religieuse implique une séparation totale entre les religions et les institutions de la République. Toute ingérence d'une Église dans les affaires de l'État porte atteinte à la laïcité.

La religion jusqu'à présente dominante dans notre pays, après une longue période de turbulences, s'est à peu près conformée à ce principe, malgré l'émergence de mouvements intégristes. Ceux-ci ne peuvent prétendre à une vraie représentativité au sein du catholicisme.

Or aujourd'hui 15 août 2012, jour de l'Assomption, on voit l'appareil officiel de l'Église monter au créneau contre un projet gouvernemental visant à ouvrir la société aux conditions sociales et morales de l'époque. Les religions n'ont pas compétence à interdire le mariage et l'adoption à qui que ce soit, y compris aux homosexuels. Une telle loi, ni répressive ni contraignante, ne porte atteinte à aucune liberté.

En tonnant en chaire contre le droit reconnu à une partie de la population, la hiérarchie catholique fait montre d'une arrogance que l'on espérait oubliée. ■

reçu le 15 août 2012

Jacques Franck

Cinéma

Chronique de Laura Laufer

La Cinémathèque Française rend hommage à un des maîtres du cinéma : **Otto Preminger**. J'ai déjà dit dans la *Presse Nouvelle Magazine* l'importance d'un film comme *Exodus*, admirable par sa beauté visuelle et sa force émotionnelle, bien que très critiquable sur le plan idéologique.

Preminger, ancien directeur depuis 1933 du prestigieux théâtre viennois de Max Reinhardt, émigre à New York en 1935. Il révolutionnera le genre du film noir ou policier avec des films comme *Laura*, *Mark Dixon détective*, *Un si doux visage* en agrandissant la complexité, la part d'ombre et de mystère des personnages.

D'esprit très indépendant, exigeant et ambitieux, Preminger, lassé des concessions qu'impose Hollywood par sa censure politique et morale, décide de produire lui-même ses films et de les faire distribuer par les *Artistes Associés*.

Sa maîtrise dans la conduite des récits, sa direction d'acteur, la complexité et l'intelligence avec lesquelles il aborde des sujets tabous, tels la drogue *(L'homme au bras d'Or)*, le viol, la justice *(Autopsie d'un meurtre)*, la démocratie et les mœurs politiques *(Tempête à Washington)*, les relations entre l'Église et le nazisme *(Le Cardinal)*, l'art de sa mise en scène, font de l'œuvre de Preminger un des aboutissements de la forme classique au cinéma. La Nouvelle Vague verra en lui un maître, de Godard à Truffaut et Rivette.

En découvrant sur grand écran, à la Cinémathèque française, à l'Action Christine et au Desperado des films comme *La rivière sans retour*, *Le cardinal* ou *Carmen Jones*, le spectateur pourra percevoir qu'il fut aussi un maître des grands formats au cinéma (Cinémascope ou 70mm) : la fluidité de ses mouvements de caméra en harmonie avec la structure rigoureuse, précise de ses films et de leur conception d'ensemble crée un cinéma de très grande beauté. ■

A lire : *Otto Preminger*, collectif, éd. Capricci, Août 2012, 208p., 23€

A voir dans le cadre d'un hommage à Preminger :

- La Cinémathèque française présente toute son œuvre jusqu'au 8 octobre
- L' Action Christine présente, dès début septembre, *Laura - Mark Dixon, détective - Le mystérieux docteur Korvo*
- Le Desperado présente jusqu'au 25 septembre une dizaine de films, dont les trois ci-dessus, dans un programme spécial *"Les films noirs"* de Preminger.

Après la bataille

de Yousry Nasrallah

(sortie le 19 septembre)

L'an dernier avec son court métrage de fiction *Intérieur/Extérieur*, segment du film collectif *18 jours*, Yousry Nasrallah rendait compte du processus révolutionnaire qui secouait l'Égypte. Il continue avec *Après la bataille*, autre fiction mais plus ambitieuse par sa longueur.

Le réalisateur a filmé le quartier populaire du Caire, Nazlet El Samman, où habitent notamment ceux qui furent instrumentalisés par le régime pour aller « casser », à cheval et en chameau, les manifestants de la Place Tahir.

Le film commence avec des scènes de cette bataille. Mêlant des images d'actualités prises sur le vif ou venant de la télévision et de YouTube à une histoire d'amour, le film raconte la rencontre entre Mamoud, personnage issu d'un milieu populaire aliéné, et Rim, une activiste de la Place Tahir, femme moderne et « libérée ».

Le film ne convainc guère : bavard et peu subtil, il nous offre trop de clichés et de didactisme. S'il est à voir, c'est parce qu'il a su par fragments saisir les événements qui ont secoué récemment l'Égypte et en restituer la réalité tout en interrogeant les rapports de classe existant au sein de la société égyptienne. C'est là son principal intérêt. ■

Exposition photo

Israël Borderline : l'autre pays (portraits d'une jeunesse)

par le photographe **Julien Chatelin**

Du 4 au 17 septembre à la Galerie François Mansart, 5 rue Payenne 75003 Paris
contact@focus-5.fr - www.focus-5.fr

Festival international du film

La Rochelle

La *Presse Nouvelle Magazine* a, du 29 juin au 8 juillet dernier, assisté à la 40e édition du Festival international du film de La Rochelle. Ce festival, par la diversité et la richesse de sa programmation, demeure un des festivals les plus intéressants de France, ouvrant sa fenêtre sur le monde, l'actualité et le patrimoine du cinéma. Un large panorama où les festivaliers ont pu découvrir le cinéma tibétain à travers les films et la présence de Pema Tseden, premier cinéaste du Tibet de République populaire de Chine et le cinéma portugais avec João Canijo et Miguel Gomes, également présent et dont le fort beau film *Tabu* sortira en décembre prochain sur nos écrans. Anouk Aimée, venue pour une rétrospective de ses films, fit ovation dans le public alors que le chef d'œuvre *Lola* de Jacques Demy, en version restaurée, sortait sur les écrans. Les festivaliers ont aussi rencontré Agnès Varda venue avec ses *glaneurs*, ses *plages*, son *Lion volatil* et une version restaurée de *Documenteur*. De même, ils ont visité son exposition *Patatutopia* à la Coursive, car pour Varda, qui a la patate au cœur, ce noble tubercule donne sujet à films, installations, et photographies.

Côté patrimoine ou rééditions, nous avions le choix (Chaplin, Christensen, Teuvo Tulio, La cinémathèque de Bologne, Cassavetes, Raoul Walsh…). J'ai opté pour l'hommage à **Walsh** avec un choix de 20 films. Walsh, c'est l'art incomparable d'un pionnier créateur de formes : *Régénération* (1915) ouvre la voie au réalisme, *Le voleur de Bagdad* (1924) par la splendeur et la monumentalité de ses décors, inaugure le grand spectacle d'aventures, *La piste des Géants* (1931) la geste westernienne. Walsh, ce formidable raconteur d'histoires, est pour moi, sans nul doute, le plus matérialiste des grands cinéastes américains, mais son art possède aussi élégance et finesse *(Gentleman Jim !)*, sécheresse (une qualité, ici) étincelante comme dans ses thrillers *(L'enfer est à lui, La femme à abattre)*, du lyrisme tendre ou violent *(La vallée de la peur, La fille du désert)*.

Bref, La Rochelle, 40e édition du festival ? Beaucoup de plaisir et d'excellence… donc, rendez-vous l'an prochain ! ■

Chasse aux sorcières à Aix en Provence

Déjà en 2012, le maire d'Aix-en-Provence a décidé d'interdire sur sa commune toutes les manifestations célébrant le 50e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. En liaison avec l'exposition *Marseille Provence, capitale de la culture européenne, 2013*, une exposition sera consacrée à **Albert Camus** : vous savez, l'auteur de *« L'homme révolté »*.

Il avait été décidé dans un premier temps que le commissaire de l'exposition serait **Benjamin Stora**. Né dans une famille juive de Constantine qui quittera l'Algérie en 1962, il a soutenu sa thèse de doctorat avec Jacques Berque – excusez du peu – et publié de nombreux ouvrages dont *« Les trois exils »*. Il interroge inlassablement le colonialisme et les guerres coloniales. C'est sans doute ce qui dérange.

En tout état de cause, l'on apprend que **Michel Onfray**, qui s'est ridiculisé en parlant de Nietzsche et de Freud, « accepte » de le remplacer. Toujours complaisant…

Stora se dit « abasourdi ». La ministre de la Culture retire le logo et le financement du ministère. Alain Hayot, délégué national du PCF à la culture et porte-parole du Front de gauche de l'art et de la culture déplore que le maire d'Aix semble oublier que les deniers publics appartiennent au peuple et déclare : *J'apporte mon soutien à Benjamin Stora dont la compétence et l'engagement nous manqueront terriblement pour célébrer Albert Camus qui avait raison d'écrire dans « La peste » que La "bêtise insiste toujours"*.

La ***PNM***, quant à elle, ne peut qu'être révoltée par une décision révoltante, qui a de nauséabonds relents de chasse aux sorcières.

Comme disait l'autre, *« Père, gardez-vous à droite ! »*. ■ **NM**

Les sources de la collaboration des musiciens français

par **François Eychart**

Plutôt que de nous attacher au rôle des principales personnalités de la musique française de l'époque de l'Occupation, ce qui a incontestablement son intérêt mais reste du domaine biographique, il nous a semblé préférable de tenter d'exposer en quoi la musique française s'est trouvée en 1940 en situation de danger. La nature véritable de ce danger, qui n'était d'ailleurs pas moindre pour la littérature, n'était pas de subir la répression que le régime nazi réservait à ceux qu'il identifiait comme ses ennemis mais de servir l'occupant et de faire rentrer la musique française dans la soumission aux objectifs de l'Allemagne hitlérienne.

En fait dès 1940, les principaux acteurs de la vie musicale française se divisent profondément. Il y a d'une part les musiciens qui se regrouperont peu après dans le *Front National de la musique* avec Louis Durey, Roger Désormière, Claude Delvincourt, Georges Auric, Elsa Barraine, Charles Munch, Manuel Rosenthal, Roland-Manuel et quelques autres. Leur héroïsme, les risques qu'ils vont assumer est une réalité certaine. L'attitude des autres, ceux qui depuis longtemps ont acquis des places dans le monde de la musique et acquiescent à la Collaboration n'en est pas moins réelle. Certains d'entre eux vivront cette période comme la continuité de ce qu'ils ont pensé et fait jusque-là. Pour une autre partie, elle permet la concrétisation de ce qu'ils souhaitent et ils s'y jetteront à corps perdu. Mais que ses formes soient modérées ou brutales, la Collaboration n'est pas le fait du hasard, elle procède d'une longue évolution, artistique et politique, qui commence à la fin du XIXème siècle.

Sur le plan artistique, la Collaboration n'était pas une entreprise facile car, en 1940, l'Allemagne était tout à la fois l'ennemi et le vainqueur et les objectifs que les maîtres allemands lui assignaient étaient douloureux pour la France. C'est d'ailleurs ce que Otto Abetz, ambassadeur du Reich, commença par dire à Drieu la Rochelle, en prélude aux discussions sur la reparution de la NRF sous sa direction.

Placer un pays comme la France dans une situation de vassalité consacrant la suprématie de l'Allemagne hitlérienne et aidant à la réalisation de ses objectifs en Europe, ne pouvait pas se faire sans l'accord du haut personnel politique et de la bourgeoisie française. Et dans le cadre de cette politique, la dimension culturelle était importante car elle permettait de dissimuler les objectifs réels derrière un décor plus ou moins plaisant.

Pour les Allemands, le volet musical de leur politique culturelle était le plus facile à mettre en œuvre car, au moins en apparence, la musique n'est pas porteuse d'un message idéologique ou politique comme peuvent l'être la littérature ou la peinture. (En fait, la musique exprime bien quelque chose, mais pour en décrypter le sens, il faut être à la tête d'une culture que ne maîtrise pas la majeure partie des amateurs.) La musique allemande était réputée comme une des plus remarquables et le public français s'inclinait aux noms de Beethoven, Brahms, Bruckner, Wagner, de Strauss même.

La carte musicale était donc une bonne carte. Du point de vue des autorités d'Occupation il valait mieux en rester aux compositeurs allemands historiques plutôt que de tenter d'imposer des contemporains qui auraient suscité des contestations et des jalousies. De plus, la faiblesse des œuvres estampillées « national-socialiste » ne leur échappait pas : qui pouvait, en France occupée, se passionner pour la musique de Werner Egk ou de Hans Pfitzner, bien en cour à Berlin ? C'est ce qui explique que la majorité des efforts allemands pendant l'Occupation ait concerné la musique dite classique. Le retentissement du récital donné par le pianiste Wilhelm Kempff en 1943 montre que cette politique pouvait revêtir une image attrayante et donc légitimer les collaborateurs, ce qui était le but recherché.

Cependant, il n'en reste pas moins que la spécificité de la musique allemande, surtout celle de la fin du XIXème siècle avec Wagner et le wagnérisme, posait une série de problèmes qui touchaient aussi la musique française.

Tout part en fait de la pensée du XVIIIème siècle qui se concrétise dans la Révolution de 1789. A partir de cet événement, la pensée française s'organise autour de la Raison et de sa portée universelle. Elle concerne donc toutes les civilisations, prétendant dépasser les particularismes, sans les nier pour autant, dans le cadre émancipateur et formateur de la puissance de la Raison.

Au même moment, l'Allemagne se tourne vers ses traditions, les actualisant, les magnifiant pour leur donner une impulsion nouvelle. Au rêve de raison et d'universalité française, l'Allemagne oppose ses particularismes que la musique est de nature à faire vivre et à imposer avec force. Ce nationalisme-là se nourrit en musique d'un parti pris antifrançais dans la mesure où il rejette tous les ferments du rationalisme. Il se teinte au passage d'antisémitisme, dans les formes que celui-ci revêt au XIXème siècle.

Paradoxalement, ce nationalisme allemand – ne serait-ce que par la qualité des œuvres qu'il produit – nourrit un sentiment analogue chez les musiciens français opposés à l'universalisme venu du XVIIIème siècle. Il se traduit par un retour aux antiques traditions, en particulier médiévales.

Le wagnérisme indique donc aux compositeurs français quelle part de leur héritage ils doivent faire fructifier pour faire avancer la musique. C'est l'époque où d'Indy compose *Fervaal* (1895), Canteloube ses *Chants d'Auvergne* (1926) et *Vercingétorix* (1933). Si leurs œuvres ne sauraient rivaliser en puissance avec celles de Wagner, il faut noter la similitude de démarche et d'intérêt.

A la tête de la *Schola cantorum*, d'Indy imposera l'étude du chant grégorien, des chants folkloriques et populaires comme base musicale. Ces choix esthétiques ne sont pas déconnectés des affaires politiques comme le montre l'affaire Dreyfus où l'on voit les nationalistes étaler au grand jour leurs sentiments antirépublicains, au nom de la préservation de valeurs présentées comme ayant fait la France.

Défendre l'armée, accuser Dreyfus, balayer la République, restaurer la monarchie étaient des facettes du combat de la droite maurassienne. Ainsi la *Légende de Saint Christophe* (1920) de d'Indy comporte-t-elle des attaques contre les Juifs, la franc-maçonnerie, le socialisme révolutionnaire. D'Indy affirmait d'ailleurs que les Juifs n'étaient capables que d'imiter, et il sera sans problème rejoint sur ce terrain quelques années plus tard par le chef d'orchestre Ernest Ansermet.

Les symphonies descriptives de d'Indy comme la *Symphonie cévenole* (1886) ou le *Poème des rivages* (1919) sont écrites en référence à la terre. Ces œuvres dont la gestation est contemporaine des développements de l'affaire Dreyfus, peuvent sans problème connaître une interprétation raciste. Elles annoncent la formule de Pétain, *« La terre, elle, ne ment pas. »*. La musique de la terre se révèle alors être une musique de la race française. Cette dimension raciste connaîtra son apogée dans les années 30 avec le développement des ligues fascistes. Il n'est donc pas étonnant de voir Canteloube rejoindre le gouvernement de Vichy en 1940.

Régénérée dans ses sources, s'appuyant sur ce qui est à prendre dans la musique allemande, refusant certaines modernités comme le dodécaphonisme (pas seulement parce qu'il est proposé par des musiciens juifs mais parce qu'il introduit des modernités insupportables avec une orientation traditionaliste), rejetant sans discussion la musique « prolétarienne » qui exprime la lutte des classes, la musique française des années 30 sera pensée comme un des moyens de rétablir, au niveau culturel et politique, l'ordre historique qui a été gravement endommagé par la Révolution française et de redonner à la France ses lettres de noblesse.

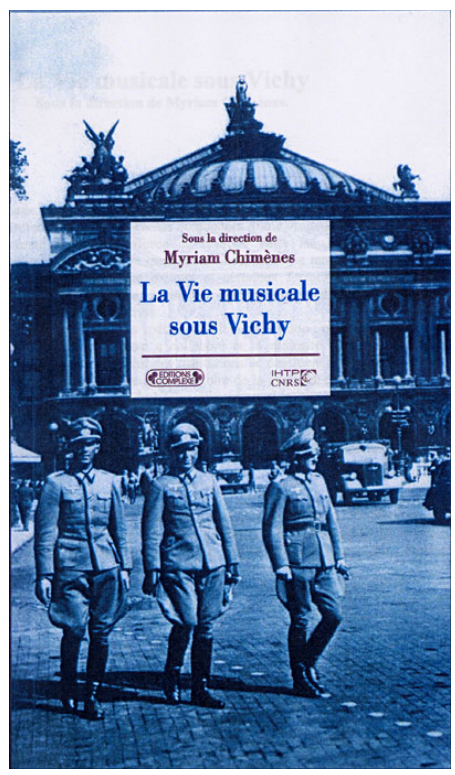
L'action des Florent Schmitt, Emile Vuillermoz, André Cœuroy, Gustave Samazeuilh, Alfred Cortot... est en concordance avec le combat de l'Action française de Maurras.

Aragon parlait d'ailleurs en 1945 du « poison » que Maurras avait instillé semaine après semaine dans l'esprit de toute une génération. Il aura fallu l'épreuve de l'Occupation pour le mettre en évidence.

L'Occupation est donc le triomphe du nationalisme dans sa version ultime, celle qui le fait basculer vers le fascisme. Jusqu'à la prise du pouvoir par Pétain, on pouvait penser que le combat pour les formes traditionalistes avait une justification artistique. En fait, les choix artistiques occultaient des pratiques qui n'attendaient que l'occasion pour s'exprimer.

En 1940, Henri Rabaud, directeur du Conservatoire, en chasse les professeurs juifs quatre jours avant la publication du décret sur les Juifs. Le sort des élèves juifs sera identique. Des œuvres seront mises à l'index ; il y aura en musique un écrémage semblable à celui des livres. On verra même Alfred Cortot, c'est-à-dire l'un des meilleurs pianistes d'alors, dénoncer Pablo Casals avec lequel il a pourtant joué tant de fois en trio avec Thibault. Mais, en cette époque, le combat est si violent qu'il n'y a plus de règles morales.

En écrire l'histoire dans ses détails est une nécessité salutaire. Mais il n'en est pas moins utile et nécessaire de mettre à jour les origines de cette monstruosité. ■



Pour plus de détails sur les comportements des personnalités et des institutions, on se reportera aux travaux de François Coadou et de Myriam Chimènes.